



CUMUNICATU DI STAMPA

Bastia, u 18 di maghju di u 2020

Objet : Les annonces du Plan Tourisme, le « green pass » et les propos de Mr Marcellesi.

Suite aux annonces du Plan Tourisme par le Premier ministre, *Femu a Corsica* fait part de ses craintes et de son plus grand scepticisme quant à la réelle prise en compte, par le gouvernement, de la situation économique et sociale de la Corse consécutivement à la crise sanitaire du Covid-19 et à la mise en œuvre du confinement individuel.

Hormis le principe affiché d'une éventuelle adaptabilité des mesures générales à certains territoires comme la Corse, les orientations du Plan présenté sont, à ce jour, très nettement insuffisantes dans notre cas où l'économie est hyperspécialisée dans le tourisme avec une activité ultra-concentrée dans un temps saisonnier.

L'exonération de charges sociales et fiscales sur trois mois, le renforcement du recours à l'emprunt donc à l'endettement et le chômage partiel jusqu'en septembre, ne sont pas des mesures efficaces eu égard aux dégâts déjà commis sur le secteur des entreprises touristiques (cafés, restaurants, hôtels, campings, gîtes, activités de pleine nature, de transports, activités tournées vers l'événementiel et autres prestataires de services).

Du fait de la très forte dépendance au secteur touristique d'une part et du pic de population touristique d'autre part, nombreux autres secteurs et professions sont directement touchés, comme l'agriculture, la pêche, le secteur de l'agroalimentaire, de la distribution, du commerce, mais aussi les artisans du BTP, les professions libérales médicales et les indépendants, etc.

Or, à ce jour, tous ces secteurs sont les oubliés de mesures à la hauteur de la spécificité insulaire. Les dégâts sont déjà colossaux...

En effet, non seulement le confinement individuel a empêché toute activité entre mars et mai mais a provoqué des annulations en cascade de réservations pour le cœur de saison qui, quel que soit la manière dont seraient remis en marche les transports aériens et maritimes, sont irréversibles.

Dans ce contexte, laisser croire qu'il suffirait d'ouvrir à nouveau les flux aériens et maritimes pour "rattraper" le retard et sauver les entreprises comme le font croire certains acteurs économiques, représentants politiques et élus, est proprement inconsistant et irresponsable, d'un point de vue sanitaire, économique et social.



Oui pour le redémarrage de l'activité absolument nécessaire, non pour laisser croire que cela sera une véritable "saison". Cette dernière attitude vise à leurrer la grande majorité des acteurs économiques et touristiques en essayant de limiter la grande responsabilité du gouvernement dans la définition de mesures adéquates permettant dans un premier temps l'amortissement du choc, avant de parler de reprise, puis in fine, à l'horizon souhaité de l'automne, de relance avec les moyens afférents.

Ce balbutiement de redémarrage sera d'autant moins une "saison" que les protocoles sanitaires imposés à chaque corps de métier, dans cet entre-deux incertain, confinement-déconfinement, fixeront des contraintes grevant de fait la compétitivité des structures, engendrant des coûts de remise en route trop importants, de sorte que certains ne peuvent envisager une réouverture.

Une difficulté majeure s'ajoute : toutes les études sérieuses démontrent qu'un français sur deux (pour effectivement ne parler que de la clientèle accessible à une offre touristique, eu égard aux restrictions de transport à l'international) déclare ne pas vouloir partir en vacances cet été, ou bien partir dans des bassins de vie de proximité, au détriment des destinations lointaines ou semi-lointaines comme la Corse. Ceci pour deux raisons essentielles : en premier lieu, par peur du virus, de sa propagation et par peur de se retrouver confiné loin de chez soi en cas de rebond ; ensuite, par baisse du pouvoir d'achat général.

Ce constat nous amène, à l'instar du Conseil exécutif et de son Président, de la majorité territoriale, mais aussi à l'instar de nombreux acteurs touristiques, économiques et institutionnels responsables, à établir clairement qu'il faut avant toute chose rassurer et sécuriser les insulaires d'une part, les populations touristiques d'autre part, grâce à une procédure sérieuse de contrôle et d'évaluation sanitaire des personnes se rendant en Corse, appelée « green pass », sur laquelle seule peut se fonder une réelle stratégie de promotion et de commercialisation de la destination et de sa « sûreté » pour essayer d'optimiser ce élan de redémarrage.

La peur du virus peut freiner les clientèles françaises comme développer chez les insulaires une appréhension légitime, largement partagée, du rebond de l'épidémie par la venue de flux concentrés de l'extérieur, puisque de manière générale et endogène, les corses ont été disciplinés lors du confinement permettant de limiter la propagation interne.

La délivrance d'un « green pass » est donc une solution et non la cause de non-venue de touristes comme tentent de le développer de manière caricaturale et manipulateur certains responsables politiques, plus attentifs aux prochaines élections municipales puis territoriales qu'à la crise historique et profonde que nous traversons, avec la responsabilité et la cohésion que celle-ci impose.



Même si en démocratie chacun a le droit de s'exprimer, parmi les voix polémiques et stériles qui se sont élevées, celle de Mr Marcellesi nous invite à une attention toute particulière tant elle est révélatrice de choix de développement et de société aux antipodes de nos aspirations. Cette voix excessive et cynique sert les intérêts privés de quelques-uns contre l'intérêt de l'ensemble des acteurs économiques, touristiques et de toute composante du peuple corse tout simplement.

Excessive, car Mr Marcellesi a choisi de cibler de manière agressive et réitérée « ad nominem » le Président du Conseil exécutif en des termes guerriers alors que le débat sérieux enclenché ne justifie en rien cette agressivité. Les leçons de moralité de Mr Marcellesi prêtent d'ailleurs à sourire.

Les propos de Mr Marcellesi ne sont pas représentatifs du monde touristique et économique jusqu'au sein de la structure qu'il préside où, fort heureusement, des voix responsables et posées divergent.

Cynique, car Mr Marcellesi est suffisamment intelligent pour savoir que le risque de rebond existe et les études de probabilité démontrent que, sans contrôle, il est possible que 600 personnes positives au Covid entrent sur le territoire par tranche de 300 000 personnes. Trois personnes contaminées ont suffi à créer le cluster ajaccien au mois de mars...

En voulant ouvrir les « voiles » sans aucun contrôle outre mesure et en diabolisant le « green pass », il fait sciemment le choix d'é luder la santé des corses et des vacanciers. Il fait également le choix suicidaire d'un risque de rebond qui mettrait à terre les entreprises en redémarrage, si un reconfinement devait être imposé en août ou septembre.

Ce type de voix dangereuse et affairiste constitue un « mirage » dans le paysage actuel : champion reconnu des promotions de résidences secondaires dans l'extrême-sud, Mr Marcellesi est l'archétype du choix d'une croissance exponentielle, fondée sur la vente du patrimoine foncier, nos terres, pour de surcroît permettre une spoliation et un développement d'activités locatives paracommerciales directement concurrentes de toutes nos entreprises touristiques professionnelles insulaires qu'il prétend défendre par son intervention.

La manœuvre à court-terme est connue : il s'agit ni plus ni moins de défendre quelques intérêts privés immédiats dont les structures seraient vite prisées même en cette période de crise, au détriment d'une vision d'ensemble cherchant à sauver le plus grand nombre par une stratégie adaptée.

Effectivement, notre choix de société n'est et ne sera jamais celui de Mr Marcellesi et de ses supporters. Il se trouve que, fort heureusement, nous sommes très nombreux en Corse à penser de la sorte et que le Président de l'Exécutif est loin d'être isolé sur cette voie.



En cette période cruciale, nous réitérons notre appel à l'unité, à la cohésion, mais aussi à la responsabilité des acteurs politiques et économiques. Notamment et surtout pour obtenir de l'État les justes moyens pour amortir le choc et sauver le plus grand nombre. Pour adopter ensuite la voie du redémarrage d'une manière sereine, éthique, saine, socialement responsable et économiquement efficace.

Il s'agit de ne pas se laisser berner collectivement par ceux soufflant sciemment des vents mauvais comme Monsieur Marcellesi, qui risqueraient de provoquer une tempête dont ils ne soupçonnent pas la portée.

Notre discours rejoint l'avis de nombreux opérateurs et de nombreuses couches du peuple corse. Il vise, non pas à « théoriser l'effondrement » comme ont pu le développer futilement certains édiles, mais à faire preuve de lucidité, de responsabilité, d'unité et de cohésion face à cet enjeu de taille. Toujours au service de l'intérêt général, au service de tous les Corses et non de quelques-uns.

Sentimi fraterni,

Jean Félix ACQUAVIVA
Sicretariu Naziunale